

PLU DE CABRIES
LES PROPOSITIONS DE L'ADSR

SOMMAIRE

1. Contexte.....	2
2. Maîtrise des Déplacements	3
3. Logements.....	6
4. Assainissement	6
5. Gestion des déchets.....	7
6. Transition énergétique.....	7
7. La préservation des terres agricoles et culture bio	8
8. Education	9
9. Avis de l'ADSR	10
10. Annexe : La qualité de l'air en 5 questions	11

1. CONTEXTE

Le modèle de société développé dans les pays occidentaux depuis la fin du XIX^e siècle a permis de relever de manière considérable le niveau de vie des populations.

La révolution industrielle, nécessitant beaucoup d'énergie, a été rendue possible par l'exploitation du charbon, des ressources pétrolières ainsi que d'autres ressources minières.

La mondialisation des années 80 a accru de manière exponentielle les flux d'argent, de biens et des personnes sur toute la planète. Ce mouvement a été amplifié par la révolution numérique du XX^e siècle et le développement de l'internet.

Le système économique planétaire ainsi mis en place pousse les individus des pays occidentaux à un accroissement de consommation des biens et des services.

Cet accroissement de consommation génère une surexploitation des ressources naturelles (charbon, pétrole, déforestation pour exploitation des terres, pêche, élevage intensif, agriculture industrielle, impacts des industries sur l'eau, l'air, les sols...).

L'accroissement des déplacements des personnes et des biens a également un impact sur les milieux naturels.

Aujourd'hui, au plan mondial, les constats de ce développement économique sont les suivants :

- Un accroissement de l'écart de bien-être entre les pays pauvres et les pays riches
- Une diminution de la biodiversité
- Un accroissement des pollutions (eau, air¹, sol,...)
- Une augmentation de la consommation d'énergie
- Un impact sur la santé publique.
- Une urgence climatique liée aux émissions excessives de gaz à effet de serre (GES).

La notion d'urgence climatique découle des travaux du GIEC². Il y a urgence à agir pour limiter le réchauffement à 2°C en 2100. Au-delà une bascule pourrait se produire et faire entrer la planète dans un effet d'auto-entraînement qui ne pourra plus être arrêté. Les conséquences seraient alors dévastatrices (fin de la sécurité alimentaire, déplacement massif des populations vers le nord du globe, survie de l'espèce humaine).

En complément à ces constats on note également une aspiration légitime des populations des pays les plus pauvres à une amélioration de leurs conditions de vie pour atteindre celles des pays occidentaux.

¹ Cf. annexe

² Groupe Intergouvernemental des Experts du Climat créé en 1988

Mises en place depuis la fin des années 1990, les « Conférences des Parties » (COP), et notamment les conférences de Kyoto en 1997 (COP 3) et celle de Paris en 2015 (COP 21) sont le signe d'une prise de conscience lente mais profonde des décideurs et des populations.

Ces manifestations sont indispensables pour tracer la route, donner le sens et définir des objectifs afin de limiter voire réduire les impacts des activités humaines sur notre environnement.

Mais c'est aussi localement qu'il est indispensable d'agir, chacun à son échelle. Les pratiques individuelles doivent évoluer afin de réduire l'impact sur notre planète.

Ainsi à la plus petite maille institutionnelle de France, à savoir la commune, le plan local d'urbanisme (PLU) est un outil essentiel pour renforcer la prise de conscience des citoyens et agir localement.

Le présent document a pour objectif de présenter les propositions de l'ADSSR dans le cadre de la mise en place du PLU de la commune de Cabriès pour qu'à l'échelle locale la commune et les citoyens vivent et agissent pour améliorer le cadre de vie en réduisant les impacts délétères sur l'environnement.

2. MAÎTRISE DES DÉPLACEMENTS

Le PLU de Cabriès table sur un accroissement de 1074 habitants entre 2015 et 2030 soit une augmentation de 0,8% annuelle.

Pour l'ADSSR, cette hypothèse, compte tenu de l'attractivité de la commune de par sa position géographique, est une valeur minimum voire sous-estimée.

La faiblesse des infrastructures de transports en commun³ et la quasi absence de pistes cyclables imposent aux cabrièsiens un comportement similaire à l'ensemble de la population du département : une très faible utilisation des transports en commun et du vélo pour les déplacements et donc une très forte utilisation de la voiture individuelle.

Au-delà des déplacements locaux, la commune est traversée par 3 axes routiers majeurs (A51, RD9, RD543) qui permettent largement les déplacements interurbains et par le RD6 dans une moindre mesure.

La commune est d'ores et déjà saturée par les flux routiers. L'accroissement de la population prévu dans le cadre du PLU ne fera qu'aggraver cette situation.

³ Ligne 200 : Aix en P <-> Les Pennes Mirabeau (via Calas)

Ligne 53 : une seule liaison le matin

TAD : Transport A la Demande

Les propositions de l'ADJR ont pour objectif de :

- Renforcer la structure des transports en commun
- Créer un réseau de pistes cyclables
- Garantir la modalité des différents moyens de déplacements
- Mettre en place une politique incitant à l'utilisation des transports en commun, l'utilisation du vélo et le co-voiturage.

Pour cela il est nécessaire de renforcer les liens entre Cabriès et la gare Aix TGV ainsi qu'entre Cabriès et Plan d'Aillane.

Concernant les transports ferrés l'ADJR propose de :

- Raccorder la gare d'Aix TGV à un TER sur la voie Aix en P – Ventabren – Vitrolles
- Créer, en alternative à la solution ci-dessus, un métro aérien (ou un tramway) connectant Marignane, Aix TGV, Aix en P
- Proposer un tarif « TER » pour accéder aux TGV sur la liaison Aix TGV – Marseille St Charles

Concernant les transports en commun routiers l'ADJR propose de :

- Créer une halte bus à Lagremouse dotée d'un parking relais
 - o Cette halte serait utilisée entre autres par la navette bus Aix TGV <-> Aix en Provence
- Accroître le flux de bus entre Plan de Campagne (au départ de la future halte ferrée jusqu'à la Duranne via Calas et Lagremouse)
- Créer une voie dédiée au bus sur la liaison entre Plan de campagne et La Duranne
- Créer une vraie piste cyclable entre Calas et Lagremouse
- Augmenter la fréquence de passage de la L200 (toutes les 15 mn aux heures de pointe, toutes les 30 mn hors pointe)
- Accroître le nombre des arrêts du Transport à la Demande (TAD) en concertation avec les associations locales (environnement, ASL, CIQ)
- Ouvrir le service du TAD durant le week-end

Pour réduire l'utilisation de la voiture individuelle, il est souhaitable de favoriser le co-voiturage et l'usage beaucoup plus intensif du vélo pour les déplacements de proximité.

Afin de faciliter l'accès à l'information et favoriser le co-voiturage de proximité, l'ADSR propose de créer un site internet permettant de déposer des propositions de déplacements ou de rechercher un trajet.

- **Créer un site internet au niveau municipal pour un service de co-voiturage**

Les déplacements à vélo doivent pouvoir être réalisés en toute sécurité par la création d'un réseau de pistes cyclables.

Ce réseau facilitera les connexions de grande proximité (par exemple Domaine de Calas, lotissement de l'Eclair, centre de Calas, la Trebillane) mais également des connexions entre les différents écarts.

Concernant le réseau de pistes cyclables l'ADSR propose :

- **Créer le triangle « ossature » : Calas/Rue Raymond Martin/Piton**
 - o **Sécuriser sur la branche récemment créée Calas <-> R. Martin le croisement de la piste cyclable avec la RD543 pour se diriger vers R. Martin⁴**
- **Créer un réseau secondaire de pistes cyclables afin de faciliter le rabattement sur le triangle « ossature »**
- **Assurer la connexion en mode doux des 8 OAP prévues au PLU**
- **Rendre les pistes cyclables prioritaires au croisement avec les voies routières**

Par ailleurs il est nécessaire de pacifier la traversée de Calas et rendre plus sereine la cohabitation entre voitures, vélos et piétons. Au-delà des aménagements urbains indispensables, tout en favorisant la limitation de vitesse à 20 km/h avec priorité aux piétons, il faut donc accélérer la réalisation du contournement de Calas.

Concernant le réseau routier, l'ADSR propose de :

- **Créer rapidement le contournement de Calas (doté des voies pour le TCSP⁵)**
- **Puis, mettre en place une zone à 20 km/h avec priorité aux piétons dans le centre de Calas**

⁴ Rendre la piste cyclable prioritaire sur les voitures avec un changement de couleur du bitume

⁵ TCSP : Transport en Commun en Site Propre

3. LOGEMENTS

En vue de rattraper quelque peu son retard concernant le nombre de logements sociaux, la commune prévoit au PLU la création de 8 Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP). Ces orientations ont pour objectif d'accroître et de diversifier l'offre de logements sur la commune.

L'ADSSR propose que ces 8 OAP soient conçues comme des écoquartiers.

Un écoquartier est un quartier urbain à caractéristiques écologiques modernes.

Chaque écoquartier est conçu avec une forte implication de la population. Il y est fortement question de maîtrise des déchets produits, de fourniture d'énergie locale (par exemple par absorption des déchets), ainsi que de mise en place de circuits courts. Il pourra être question de créer une unité culturelle.

Un écoquartier est donc un projet d'aménagement urbain qui respecte les principes du développement durable tout en s'adaptant aux caractéristiques de son territoire. Le ministère du logement et du développement durable s'est doté d'un référentiel en matière d'aménagement durable. Des textes de référence posent également les principes de la ville durable.

4. ASSAINISSEMENT

La station d'épuration de Lagremeuse est en surcharge hydraulique et en sous charge polluante.

Il est donc nécessaire de remédier à cette situation afin d'optimiser le rendement de la station mais aussi de pouvoir accueillir dans de bonnes conditions les plus de 1000 habitants supplémentaires à l'horizon 2030. Pour cela il serait nécessaire d'empêcher les entrées d'eau dans le réseau des eaux usées par la résorption de fuites en particulier au niveau des raccords.

L'ADSSR propose de déposer le réseau vétuste du Vallat et de le remplacer par un réseau neuf le long de la route de la Bellandière

5. GESTION DES DÉCHETS

D'une manière générale, nous consommons des produits et utilisons des services qui, pour être créés, génèrent des déchets. De plus, cette consommation entraîne également des déchets : à toutes les étapes, nos activités produisent ainsi des déchets.

Au périmètre de la CPA le poids de déchets a cru de 12% entre 2003 et 2015 pour atteindre 740 kg/hab/an (tous déchets confondus : déchets ménagers et assimilés (DMA), déchets recyclés, verre,...)

Avec 347 kg/hab/an de DMA, la commune de Cabriès se situe juste en deçà de la moyenne de la CPA (350 kg/hab/an)⁶

Les actions à mettre en place auront pour objectif :

- la réduction du tonnage global des déchets
- l'incitation au tri des déchets ménagers
- Gérer les déchets verts et fermentescibles

Dans ce contexte l'ADSR propose :

- **Pour les 8 OAP :**
 - des points de collecte avec pré-tri
 - la mise en place d'un compostage collectif
- l'augmentation du nombre de points de collecte en accord avec les ASL
- l'amélioration de l'isolation et l'esthétisme des points de collecte
- la mise en place du compostage ou du lombricompostage pour la restauration collective

6. TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Pour l'ADSR il est à la fois nécessaire d'agir sur l'élargissement du mix énergétique mais également sur la réduction des besoins d'énergie.

⁶ Source : CPA : rapport annuel 2015 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets

Pour cela il est obligatoire de se doter d'objectifs ambitieux, pour les bâtiments communaux en matière :

- **D'équipement de panneaux photovoltaïques ou de panneaux solaires**
- **De pose de toitures végétalisées pour contribuer à l'absorption des pollutions de l'air mais aussi afin de réduire les besoins de climatisation**
- **De renforcement de l'isolation des bâtis dont en particulier la nouvelle école qui devra être à énergie positive**
- **D'équipement de détecteurs de fuite d'eau**
- **D'équipement d'arbres à vent qui contribueront à la réduction de la facture d'éclairage public**

Par cette dynamique exemplaire, la commune pourra également lancer une promotion de ces solutions alternatives afin de maîtriser les consommations d'énergie des citoyens.

7. LA PRÉSERVATION DES TERRES AGRICOLES ET CULTURE BIO

Chaque année en France, 60 000 ha disparaissent sous la pression de l'urbanisation (centres commerciaux, stades, centres de loisirs, parkings, infrastructures de transport, habitats,...).

La sauvegarde des terres agricoles et leur reconquête sont indispensables afin de garantir notre autonomie alimentaire. C'est l'une des orientations du PADD⁷ rappelée dans le présent PLU.

La zone agricole de la commune est constituée de 240 ha. 86% de cette surface est labourée.

L'ADSR propose l'achat par la commune de 4 ha de terres agricoles en vue de créer une ferme. Cette ferme serait exploitée sur les principes de la culture écologique afin de produire des fruits et légumes bio.

L'ADSR propose de mettre en place une régie agricole pour en assurer l'exploitation

Les récoltes seraient vendues aux cantines de la commune pour le repas des enfants et des personnes âgées.

⁷ Plan d'Aménagement et Développement Durable

Cette action permettra d'atteindre les 20% minimum de nourriture bio à proposer dans les cantines d'ici à 2020 tel que prévu lors du Grenelle de l'environnement.

Au-delà de la qualité de ces produits, bénéfique pour la santé publique, cette production de proximité permettra de réduire l'impact carbone (dû au transport) des denrées.

Les 4 ha pourront être acquis soit en zone agricole, soit sur les zones inconstructibles (zone N)

A noter que ce type d'organisation a été mis en place dans plusieurs communes de France. On pourrait ainsi imaginer, d'ici à 5 ans, la commune de Cabriès, concourir aux Victoires des cantines rebelles⁸.

8. EDUCATION

Beaucoup de ces propositions devront faire l'objet d'un effort de pédagogie et de portage auprès du plus grand nombre de citoyens pour obtenir l'adhésion de la population et en faciliter leur mise en place.

Sous différentes formes à adapter selon les publics et les objectifs il pourra être mis en place des ateliers, des visites de site, des groupes de réflexion, de journées portes ouvertes. Le système scolaire, les associations, les commissions communales,...pourront être mis à contribution.

L'ADSR propose des actions dans les domaines suivants :

- **Visite des écoliers à la ferme « bio »**
- **Education du jeune public à une alimentation saine et équitable**
- **Education à la réduction des déchets dans les cantines**
- **Visite de l'usine de méthanisation sur le plateau de l'Arbois pour inciter au tri des déchets.**

⁸ <http://www.unplusbio.org/voici-dix-laureats-victoires-cantines-rebelles-2016/>

9. AVIS DE L'ADSR

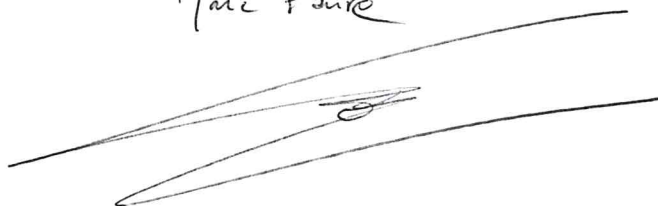
L'ADSR émet un avis favorable au PLU de Cabriès sous réserve de prise en compte et de mise en œuvre de toutes les propositions formulées dans le présent document. L'engagement de la commune devra se traduire par la mise en place d'un plan d'actions à bâtir intégrant des échéances claires. Un comité de pilotage, comprenant des citoyens, devra suivre l'avancement du plan et faire l'objet d'une publication pour rendre compte de sa progression à minima une fois par an.

FIN DU DOCUMENT

Fait à Cabriès le 15/12/2016

Le Président,

Yves Faure



10. ANNEXE : LA QUALITÉ DE L'AIR EN 5 QUESTIONS

1 - Qualité de l'air et santé publique : quels constats ?

Du fait de la pollution atmosphérique, on enregistre chaque année :

- 7 millions de morts prématurés dont 48000 en France (soit 3 fois plus que le tabac)
- Une réduction de l'espérance de vie qui se chiffre en mois et même en années selon le taux de pollution et le degré de proximité

2 - Où en est la recherche ?

- Plus que la dose ponctuelle de pollution, c'est la durée d'exposition qui constitue le plus grave danger selon les médecins épidémiologistes et cancérologues
- Ce fait concerne notamment les résidents proches des voies de circulation à forte fréquentation quotidienne ; les risques de pathologies induites sont fortement démultipliés (affections respiratoires, allergies, cancers)

3 - Le respect des seuils contractuels actuels est-il une garantie de la sauvegarde de la santé ?

- Le respect des seuils de pollution réglementaires ne constitue pas une garantie sanitaire
- Ces seuils sont le résultat de compromis temporaires passés entre les pouvoirs publics et les émetteurs de pollution (constructeurs automobiles, industrie, agriculture industrielle,...)
- Ces seuils de nocivité officiellement admis sont revus périodiquement à la baisse, à mesure des progrès techniques.

4 - Pourquoi parle-t-on de plus en plus de particules fines ?

- Elles sont de plus en plus identifiées comme élément majeur de dangerosité pour la santé
- Leur taux de concentration dans l'air a fortement augmenté à la suite de la multiplication de voitures diesel en France à partir des années 90.
- Les particules les plus fines, émises par les moteurs les plus récents (turbocompressés), sont heureusement moins nombreuses grâce aux filtres à particules.
- Ces particules les plus fines sont aussi les plus dangereuses car elles pénètrent plus profondément dans l'organisme par les voies respiratoires
- Les moteurs à essence émettent également des particules fines, mais en nombre beaucoup plus réduit.

5 - Quelles mesures de protection de la santé publique ?

- La loi sur l'air de 2006 préconise de ne pas faire cheminer des routes à grande circulation à proximité des habitations. Il faut veiller localement à ce qu'elle soit concrètement appliquée
- En cas de « fait accompli » irréversible, il convient de procéder régulièrement à des mesures de la qualité de l'air, à la suite desquelles des mesures de limitation de la circulation devront être prises si nécessaire.

REMISE EN MAIN PROPRE

Je soussigné(e), *Catherine NANCY* atteste avoir reçu l'avis de l'Association de Défense du Site Réaltor et de son environnement (ADSR), au titre de personnes publiques associées dans le cadre de l'application de l'article R.153-4 du code l'urbanisme, en vue de la révision générale du Plan Local d'Urbanisme.

Cet avis se présente sous forme d'un fascicule de 11 pages.

Fait à Cabriès le : *16 Décembre 2016*

Signature :

